



«Je ne suis pas dogmatique»

Figurant sur la liste de l'Entente de droite pour le compte de l'UDC – premier parti du canton – le député de la ville de Fribourg **Stéphane Peiry** est en bonne place pour décrocher un siège au Conseil d'Etat.

JEAN GODEL

ÉLECTIONS CANTONALES 6 novembre 2016

Quel UDC êtes-vous? Fribourgeois? Blochérien?

C'est la même UDC. Ce parti est un peu une tradition familiale du côté maternel – mon grand-père Gabriel Kolly avait créé le PAI (Parti des paysans, artisans et indépendants) de Sarine Campagne. Mais après la fusion et la naissance de l'UDC en 1970, les sympathisants PAI n'ont pas quitté l'UDC ni à la suite de son évolution depuis vingt ans. Christoph Blocher lui a donné une assise plus large, mais, à Fribourg, l'UDC n'est pas apparue avec lui: le PAI y existe depuis bientôt cent ans.

Selon son président Roland Mesot, l'UDC fribourgeoise est clairement alignée sur l'UDC suisse. Et vous?

J'adhère pleinement à la ligne politique de l'UDC suisse, qu'il s'agisse de l'économie, de l'immigration ou du maintien de l'ordre. C'est un parti conservateur sur les questions de société et libéral en matière d'économie.

Vous êtes un patron de PME, vous savez l'importance de l'ouverture de la Suisse pour son économie. N'avez-vous pas un problème avec le rapport au monde de l'UDC?

Aucun! J'estime que l'économie a pu croître aussi parce que nous n'avons pas adhéré à l'EEE en 1992. Avec les Bilatérales, on a trouvé le chemin qui correspond à la Suisse.

Le 9 février 2014, l'UDC, pour une question d'immigration, a été prête à rompre avec ces Accords bilatéraux...

La libre circulation des personnes a eu deux conséquences. D'abord une très forte pression sur les salaires dans tous les domaines, avec l'arrivée de travailleurs étrangers qualifiés prêts à des salaires plus bas que les ingénieurs ou les informaticiens suisses. Or comme politicien, on doit d'abord se préoccuper de la qualité de vie de ceux qui vivent en Suisse. Et puis ces travailleurs sont venus avec leur famille, ce qui a induit des coûts – des enfants qu'il a fallu scolariser, des logements à construire, des nuisances dans le domaine de la mobilité, etc. Et – appelons les choses par leur nom – ceux d'entre eux qui ont perdu leur emploi ont préféré rester en Suisse pour profiter de nos prestations sociales, dont les coûts ont explosé.

La culture politique moins consensuelle de l'UDC est-elle compatible avec celle de vos collègues de l'Entente de droite?

Après dix ans au Grand Conseil, je remarque que le PDC, le PLR et l'UDC s'entendent bien sur les grands sujets qui concernent l'avenir du canton. L'Entente



Stéphane Peiry: «J'ai apporté une plume offerte par mon épouse. C'est l'un des rares objets auxquels je suis attaché et avec lequel je signe tout. Un tableau de Ferruccio Garopesani, cadeau, cette fois, de mes parents pour mes 30 ans et qui représente la ville de Fribourg et le canton auxquels je suis attaché. Enfin, étant un passionné d'histoire et de politique au sens large, une biographie signée François Kersaudy et consacrée à Churchill, un homme extraordinaire et une figure du XX^e siècle.» CHLOÉ LAMBERT

est une suite logique de ce que l'on a vécu au Grand Conseil.

Serez-vous un ministre collégial?

Cela ne me pose aucun problème, à l'image de ce que je vis à la commission des finances et de gestion où tous les partis sont représentés.

Cela vous amènera peut-être à défendre le Centre suisse islam et société (CSIS)...

Oui, c'est le système suisse qui le veut et les citoyens le comprennent très bien.

En quoi serez-vous un ministre différent?

Je viens du monde de l'économie, ce qui devient rare au Conseil d'Etat – et je le déplore. Je peux amener cette vision différente de celle d'un juriste venu en politique parce qu'on y légifère. Je suis pragmatique, je viens d'un monde

où il faut se battre tous les jours pour développer son entreprise.

Quelle vision sociale apporterez-vous au Conseil d'Etat?

Ce sont d'abord les entreprises qui créent de l'emploi. Il faut leur en donner les moyens, notamment pour les jeunes bien formés par notre filière dans laquelle nous investissons des millions chaque année. Il faudrait donc un retour sur investissement, que ces jeunes reviennent à Fribourg y trouver leur place et, pourquoi pas, y fonder des entreprises.

Sur quelles qualités personnelles convaincrez-vous ces électeurs de droite qui pourraient ne pas avoir envie d'élire un UDC?

On dit de moi que je ne suis pas dogmatique, mais ouvert à la discussion et

au compromis et avec des qualités d'écoute: on n'a jamais raison tout seul, le système suisse exige de trouver des majorités.

L'Entente ne présente aucune femme. Erreur politique?

On le regrette. On a sollicité des femmes dans les trois partis, toutes ont renoncé.

Parce que vos partis n'ont pas su préparer la relève?

Non, la relève est là. Mais une candidature au Conseil d'Etat implique un engagement énorme – d'ailleurs, des hommes ont aussi renoncé. En fait, c'est un peu un hasard si aucune femme n'est sur nos listes – peut-être seront-elles majoritaires en 2021, ce que je souhaite. ■

BIO EXPRESS

Naissance. 1970, dans une famille paysanne de Treyvaux. Marié, habite à Fribourg.

Formation. Apprentissage d'employé de commerce, puis formation supérieure jusqu'à un diplôme fédéral d'expert-comptable. Sous-directeur d'une fiduciaire, puis rachète, en 2010, une autre société de la place de Fribourg qu'il dirige à ce jour (Peiry&Schibli). Expert réviseur fédéral. Expert aux examens pour le diplôme fédéral d'expert-comptable.

Fonctions politiques. Du côté maternel, famille de tout temps PAI, puis UDC, avec de nombreux députés: son grand-père Gabriel Kolly (également conseiller national), son oncle Germain Kolly, sa mère Claire Peiry-Kolly, aujourd'hui ses cousins Gabriel et Nicolas Kolly. Député depuis 2006 (membre de la commission des finances et de gestion depuis 2011).

Autres mandats. A été membre du comité directeur de l'UDC cantonale (vice-président). En 2004, fonde la section UDC de la ville de Fribourg (encore membre du comité). Conseiller général de Fribourg de 2006 à 2013 (chef de groupe, membre de la commission financière).

Du tac au tac

La dernière déclaration qui vous a fait bondir?

Quand un municipal de Lausanne, populiste, a dit être prêt à violer la loi pour héberger quelqu'un qui ne peut pas être au bénéfice du droit d'asile. Dès lors qu'on légifère, le minimum est de respecter la loi.

Le dernier juron que vous avez prononcé. Et à quelle occasion?

Je peux m'énervé, mais je jure très peu.

La dernière fois que vous avez pleuré?

Ce n'était pas dernièrement. Sans doute à un enterrement qui m'a marqué.

Ce que vous adorez dans le canton de Fribourg?

Malgré les bouchons qui se sont développés, nous bénéficions d'une qualité de vie extraordinaire par rapport à ce que les gens peuvent vivre dans les grandes villes, par exemple allemandes.

Ce qui vous exaspère?

Parfois notre modestie. Ce canton fait certaines choses mieux que d'autres, mais peine à le dire. Par exemple, Fribourg est un exemple dans la gestion des finances publiques. En termes de formation, on offre toute la palette possible. Ça peut d'ailleurs m'énervé de constater qu'on l'offre à tout le monde, notamment à des non-résidents fribourgeois, sans qu'il y ait forcément un retour sur investissement.

Le dernier livre que vous avez lu?

Une biographie d'Alain Juppé.

Le plus bel endroit du canton?

Il y en a beaucoup: le Vully, la Gruyère, le Lac-Noir, etc.

Christophe Darbellay a-t-il fauté?

Pour moi, c'est quelque chose de privé qui n'engage que lui et son épouse. Chacun doit balayer devant sa porte. **JG**

Pertes «compensées d'elles-mêmes»

Que feriez-vous avec la fortune du canton (1,1 milliard)?

Le canton a huit zones stratégiques de développement économique dont une grande partie en main privée. Le Club économique du Grand Conseil, au comité duquel je siège, a rédigé une motion demandant d'investir 100 millions, pris sur la fortune cantonale, pour les racheter en partie et mettre du terrain à disposition des entreprises. Depuis la fin de l'arrêté Bonny, en 2010, aucun groupe étranger important n'est venu s'implanter à Fribourg – Nespresso, à Romont, est l'arbre qui cache la forêt.

Et puis un postulat que j'ai déposé demande de réalimenter le fonds de soutien à l'innovation, créé au lendemain de la crise de 2008 et aujourd'hui à sec. Nous pourrions y injecter 10 millions qui pourraient générer 25 à 30 millions d'investissements.

Comment compenseriez-vous les pertes fiscales causées par la RIE III?

En fait, ces pertes se compensent d'elles-mêmes. En 2004, l'impôt sur les personnes morales rapportait 76 millions au canton. Au budget 2017, c'est 172 millions, malgré la forte baisse de l'impôt cantonal sur les entreprises.

Cela fait près de 100 millions supplémentaires, dont profitent aussi les communes. Etant donné que les estimations ont été calculées sur la base des taxations 2013 et que la réforme entrera en vigueur au plus tôt en 2019, je pense que les pertes attendues seront en grande partie compensées par l'augmentation des recettes fiscales. Et avec les mesures compensatoires proposées, on a un bon compromis. Malheureusement, à Fribourg, la gauche est dogmatique et pas aussi intelligente que dans le canton de Vaud. Car combattre cette réforme, c'est combattre les emplois.

Quelle place le canton de Fribourg doit-il accorder à l'automobile?

Il est illusoire de croire que l'on va mettre tout le monde dans les transports publics, même si c'est une très bonne chose que le canton ait investi autant dans ce domaine. Je suis content que le Grand Conseil soit venu avec des routes de contournement, car la géographie du canton fait que la voiture ne va pas disparaître. Donc oui à une mobilité multimodale, il faut aussi faciliter l'abandon de la voiture quand c'est possible, notamment dans les agglomérations, mais tout le monde ne va pas prendre le bus. **JG**